

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1920.

Proposition de loi accordant la personnification civile à l'Association
pour secourir les Pauvres Honteux.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'Association pour secourir les Pauvres Honteux, en faveur de laquelle nous avons l'honneur de solliciter de la Chambre l'octroi de la personnification civile, a été fondée en 1853 à Bruxelles, sous le haut patronage de S. A. R. le duc de Brabant, plus tard le roi Léopold II.

Elle s'est donnée pour mission : « de venir en aide, sans préoccupation politique, sans distinction de culte, aux personnes qui ont connu l'aisance et qui sont déchues par suite de revers immérités, ainsi qu'aux artisans momentanément dans le besoin par suite de maladie, stagnation des affaires ou toute autre cause indépendante de leur volonté ».

Ce sont donc les classes moyennes, la petite bourgeoisie auxquelles elle voue son activité.

Les personnes appartenant à cette classe de la société sont plus que toutes autres exposées aux vicissitudes de la vie. On y rencontre les petits commerçants, les employés à faibles appointements, les rentiers à modestes revenus. Beaucoup d'entre eux vivent au jour le jour, de bénéfices, d'appointements, ou d'intérêts trop peu élevés pour leur permettre de constituer des réserves. Lorsque l'âge, la maladie les atteignent, si une crise, une catastrophe commerciale ou financière viennent à les frapper, ils se trouvent sans défense, sans secours, car les organismes officiels de la bienfaisance ne sont pas faits pour eux, et généralement d'ailleurs, ils refusent d'y recourir, par un sentiment de honte et de respect de soi-même, qu'on peut discuter, mais qui n'en est pas moins compréhensible.

D'autre part, il se rencontre de petits négociants, de modestes industriels, des employés de commerce ou d'administration qui, momentanément gênés, ne peu-

vent trouver, sinon sous de lourdes charges, dans des institutions bancaires, l'aide momentanée dont ils ont besoin pour se tirer d'embarras, rétablir leurs affaires, éviter la faillite et la misère.

Pour beaucoup, il suffirait d'un conseil sage, donné à propos, d'une impulsion prudente dans un sens déterminé, pour les reconforter, les relever et les sauver.

Cette assistance pécuniaire et morale, les éprouvés de la vie l'ont trouvée dans l'Association pour secourir les Pauvres Honteux.

Celle-ci, par l'entremise de ses visiteurs, après une étude minutieuse des cas, intervient, soit par des avances d'argent, de marchandises ou d'instruments de travail — le tout remboursable *sans* intérêt par à-comptes mensuels — soit par des secours en certains cas exceptionnels. Elle procure aussi, en cas de décès, aux enfants de ceux qui peuvent être secourus par elle, les moyens d'achever leur éducation ou d'apprendre un état; enfin, elle assure aux étrangers les moyens de se rapatrier.

Pendant la longue période de son existence d'avant-guerre (60 ans) l'Association a manifesté son activité en distribuant en prêts et en secours, plus d'un million de francs.

On conçoit que, la Belgique entraînée dans la guerre mondiale, la classe moyenne ait été particulièrement éprouvée. Sa détresse crût au fur et à mesure que l'occupation ennemie se continuait. Les magasins, les maisons de commerce, de détail et de gros, se fermaient faute de marchandises à débiter; comme elles, les bureaux d'affaires congédiaient leur personnel; les moyens de communications venant à manquer, ou étant difficiles à utiliser, plus de voyages pour ceux qui y trouvaient l'occasion de transactions; les rentiers, les détenteurs de valeurs commerciales ou industrielles, même de fonds d'État, les propriétaires d'immeubles, souvent grevés les bénéficiaires de créances hypothécaires ne pouvaient faire rentrer leurs loyers ou leur revenus. Le flot de la misère envahit bientôt cette classe rarement pourvue de réserves, si facilement mise en péril et que l'apparente aisance, que fait présumer l'inscription sur les rôles des impôts, écarte des assistances officielles.

Pendant cette période d'épreuves, nombreux furent ceux qui recoururent à l'Œuvre : d'août 1914 à novembre 1918, celle-ci connut et examina 57,555 cas et distribua en argent fr. 2,039,441.42 et des vêtements, linges et chaussures représentant une valeur de fr. 571,530.80, de sorte que son intervention s'éleva à fr. 2,612,972.22.

Depuis novembre 1918 à octobre 1919, les dépenses en prêts et en secours s'élevèrent à fr. 592,533.25; en vêtements et alimentation à 322,110 francs, soit ensemble : fr. 913,643.25.

Indépendamment des secours, des prêts et des dons en vêtements, etc., elle institua un service de suralimentation pour les débiles, les opérés, les malades et les convalescents et put sauver ainsi nombre de malheureux menacés dans leur vie.

Le pays libéré, cette tâche de l'Œuvre n'est pas terminée. Combien de ces petits bourgeois, de ces artisans qui ont épuisé pendant les quatre années de martyre, leurs ressources de vie, pourront reprendre l'exercice de leur commerce, de leur profession, oublier leurs souffrances et reprendre leur existence là où elle s'est arrêtée ?

Beaucoup sont devenus des vieillards, sans énergie et sans force. Les laissera-t-on tomber à la charge de la Bienfaisance publique ? Celle-ci, nous l'avons dit, n'est pas faite pour eux. Leur infligera-t-on cette flétrissure de les considérer comme des indigents à qui on donne une aumône, à eux qui ont une éducation délicate, parfois une instruction développée, qui ont peut-être occupé dans le monde des affaires une situation respectée, qui ont travaillé, lutté, succombé sans qu'on puisse leur imputer la cause de leur ruine ?

A leur détresse actuelle, il faut assurer l'assistance à laquelle ils ont dû leur existence pendant la guerre. Le champ d'action de l'Œuvre apparaît ainsi comme très vaste et dans l'importance des secours à accorder, et dans la durée de son intervention.

Saisi par M. le Ministre de la Justice de l'étude de diverses réformes proposées par les Monts de Piété du Royaume, le Conseil supérieur de la Bienfaisance s'est trouvé amené tout récemment à examiner le rôle rempli par « l'Association pour secourir les Pauvres Honteux » en vue de l'organisation des prêts gratuits. Après avoir rappelé que depuis sa création cette Œuvre a prêté plus de 400,000 francs sous forme d'avances dont le remboursement est effectué par mensualités sans qu'il soit perçu d'intérêts, le Conseil supérieur a exprimé le vœu que le bénéfice de la personnalité civile soit accordé à l'Association.

La proposition que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre tend à la réalisation de ce vœu. Son texte est celui de plusieurs lois qui ont, en ces dernières années, accordé à d'autres institutions, d'une utilité reconnue, la faveur de la personnification civile. Pour donner satisfaction à des objections qui viennent d'être formulées au Sénat dans sa séance du 4 mai 1920, lors de l'examen de la proposition relative à la Société Royale de Philanthropie, nous avons complété ce texte par un article 8 qui prévoit que l'*Association pour secourir les Pauvres Honteux* aura, lors de la mise en vigueur d'une loi générale sur la personnification civile des institutions d'intérêt public, à mettre ses statuts en harmonie avec les prescriptions de cette loi générale. Cette réserve ne nous semblait pas indispensable, une loi nouvelle pouvant toujours modifier une loi antérieure. Nous osons espérer que le texte de la proposition étant désormais de nature à répondre à tous les scrupules juridiques qui auraient pu naître, le Parlement, tenant compte des services déjà rendus par l'Association pour secourir les « Pauvres Honteux » et du rôle important qui doit lui incomber dans l'avenir, sera unanime à octroyer à cette Œuvre un statut juridique qui lui permettra notamment de posséder des capitaux, et de les gérer sous un contrôle qui en assurera la conservation et la représentation.

H. CARTON DE WIART.

(4)

Proposition de loi accordant la personification civile à l'Association pour secourir les Pauvres Honteux.

ARTICLE PREMIER.

L'Association pour secourir les Pauvres Honteux, établie à Bruxelles, jouira de la personification civile dans les limites, et sous les conditions de la présente loi, à dater du jour où l'arrêté royal, approuvant ses statuts, sera devenu obligatoire.

ART. 2.

L'Association est administrée par un Conseil nommé conformément aux statuts.

Les statuts de l'Association, ainsi que les noms, prénoms, professions et domiciles des membres de son Conseil d'administration sont publiés aux annexes du *Moniteur belge*.

Toute modification aux statuts doit, après approbation par arrêté royal, être publiée conformément aux dispositions qui précèdent.

Tout changement dans la composition du Conseil d'administration est soumis à la même publicité.

La liste des membres du Conseil d'administration est, en outre, publiée annuellement dans la première quinzaine de janvier.

ART. 3.

Le Conseil d'administration représente l'Association dans tous les actes

Wetsvoorstel tot verleenig van rechts-persoonlijkheid aan de «Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen».

EERSTE ARTIKEL.

Te rekenen van den dag waarop het koninklijk besluit tot goedkeuring harer statuten verbindend is geworden, bezit de « Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen » rechtspersoonlijkheid binnen de grenzen en onder de voorwaarden gesteld door deze wet.

ART. 2.

De Vereeniging wordt beheerd door eenen Raad benoemd overeenkomstig de statuten.

De statuten der Vereeniging, alsmede de naam en de voornamen, het beroep en de woonplaats der leden van haren Beheerraad, worden bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

Elke wijziging in de statuten moet, na goedkeuring bij koninklijk besluit, worden bekendgemaakt zooals in het vorige lid is bepaald.

Elke verandering in de samenstelling van den Beheerraad dient op gelijke wijze bekendgemaakt te worden.

Bovendien wordt, elk jaar, de lijst der leden van den Beheerraad bekendgemaakt in de eerste helft van Januari.

ART. 3.

De Beheerraad vertegenwoordigt de Vereeniging in alle rechtshandelingen.

juridiques. Il peut ester en justice au nom de celle-ci, soit en demandant, soit en défendant.

ART. 4.

L'Association ne pourra posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux nécessaires à l'accomplissement de sa mission sociale, tels que les locaux destinés à ses réunions et à ses bureaux, hospices, crèches, maisons de traitement, colonies, etc.

ART. 5.

Les donations entre vifs ou par testament, au profit de l'Association, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil.

L'arrêté qui autorisera au profit de l'Association l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble sera compris, fixera, s'il y a lieu, le délai endéans lequel l'immeuble devra être aliéné.

L'Association ne pourra acquérir d'immeubles à titre onéreux que moyennant autorisation royale.

ART. 6.

Le Conseil d'administration soumettra, chaque année, dans le courant du mois de mars, au Ministre de la Justice, le compte des recettes et dépenses de l'exercice écoulé.

ART. 7.

La dissolution de l'Association peut être prononcée par les tribunaux, à la

Hij kan namens de Vereeniging in rechten optreden hetzij als eischer, hetzij als verweerder.

ART. 4.

De Vereeniging mag, ten titel van eigendom of hoe ook; geene andere onroerende goederen bezitten dan die noodig tot het bereiken van haar sociaal doel, zooals de lokalen voor hare vergaderingen en bureelen, godshuizen, kinderbewaarplaatsen, verplegingshuizen, koloniën, enz.

ART. 5.

De schenkingen onder de levenden of bij uitersten wil, ten bate van de Vereeniging, hebben slechts uitwerking voor zooveel ze zijn toegelaten overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

Het besluit, waarbij aan de Vereeniging machtiging wordt verleend tot het aanvaarden van eene gift bevattende een onroerend goed, bepaalt, zoo er grond voor is, binnen welken termijn het onroerend goed moet worden vervreemd.

De Vereeniging kan alleen dan onroerende goederen ten bezwarenden titel verkrijgen wanneer zij daartoe door den Koning is gemachtigd.

ART. 6.

Elk jaar, in den loop der maand Maart, wordt door den Beheerraad de rekening der ontvangsten en uitgaven van het vorig jaar ingediend bij den Minister van Justitie.

ART. 7.

De ontbinding der Vereeniging kan, op eisch van het openbaar ministerie of

demande du Ministère public ou de tout autre intéressé, si elle poursuit un but pour lequel elle n'a pas été constituée.

L'Association est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation. Après paiement des dettes, le Conseil d'administration règle l'attribution de l'actif, en se conformant, le cas échéant, aux dispositions des statuts.

ART. 8.

L'Association aura à modifier éventuellement ses statuts le jour où une loi générale réglant l'octroi de la personification civile aura établi des règles définitives sur la matière.

van elken anderen belanghebbende, worden uitgesproken, indien zij een doel najaagt, voor hetwelk zij niet werd opgericht.

De Vereeniging wordt, na hare ontbinding, geacht voort te bestaan voor hare afrekening. Na de betaling der schulden regelt de Beheerraad de verdeling van het actief; daartoe gedraagt hij zich, bij voorkomend geval, naar de bepalingen der statuten.

ART. 8.

De Vereeniging zal, zoo noodig, hare statuten moeten wijzigen, wanneer eene algemeene wet, waarbij het verleen van de rechtspersoonlijkheid wordt geregeld, vaste regelen hieromtrent zal hebben ingevoerd.

H. CARTON DE WIART.

ADOLPHE MAX.

AD. DE LIMBURG-STIRUM.

CAM. HUYSMANS.

XAVIER DE BUE.

MAURICE CRICK.



(IV)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1920.

Wetsvoorstel tot verleenig van rechtspersoonlijkheid aan de « Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen. »

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen, ten behoeve van welke wij de eer hebben aan de Kamer de rechtspersoonlijkheid te vragen, werd te Brussel opgericht in het jaar 1853, onder de Hooge Bescherming van Z. K. H. den Hertog van Brabant, later Koning Leopold II.

Zij heeft als taak op zich genomen, « buiten alle politieke gedachte, zonder onderscheid van eeredienst, hulp te bieden aan de personen die welstand hebben gekend en verarmd zijn ten gevolge van onverdienden tegenslag, alsmede aan de ambachtslieden die tijdelijk in nood verkeeren ten gevolge van ziekte, van het stilliggen der nering of van elke andere buiten hunnen wil staande oorzaak. »

Zij wijdt dus hare werkzaamheid aan den middenstand, aan de kleine burgerij.

De personen, die tot dezen stand der maatschappij behooren, zijn, meer dan alle anderen, aan de wisselvalligheden van het leven blootgesteld. Onder hen treft men aan de kleine handelaars, de bedienden met lage wedden, de renteniers met bescheiden inkomsten. Velen van hen leven van wat de dag medebrengt, van winsten, van wedden of van interessen, welke al te gering zijn om hun toe te laten besparingen te doen. Komen ouderdom of ziekte hen te treffen, eene crisis, eene handels- of financieramp hen te verrassen, dan staan zij daar van alle hulp, van alle bescherming verstoken, want de officiele instellingen van weldadigheid zijn niet voor hen gemaakt en over het algemeen weigeren zij, trouwens, daartoe hun toevlucht te nemen, uit schaamte en eergevoel, die men wel zou kunnen afkeuren, maar die toch te begrijpen zijn.

Anderzijds vindt men onder hen kleinhandelaars of kleinindustrieelen, handels- of administratiebedienden die, tijdelijk in geldverlegenheid verkeerend, slechts tegen zware lasten in bankinstellingen den tijdelijken steun kunnen vinden, welken zij noodig hebben om zich uit den slag te trekken, hunne zaken weder recht te helpen, faillissement en ellende te vermijden.

Velen behoeven slechts een wijzen, te gelegener tijd gegeven raad, een voorzichtigen in eene bepaalde richting ontvangen spoorslag om opgebeurd, rechtgeholpen en gered te worden.

Dezen geldelijken en zedelijken steun hebben degenen, die door het leven werden getroffen, gevonden in de « Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen ».

Door de bemiddeling van hare bezoekende leden komt de Vereeniging, na een grondig onderzoek der gevallen, te hulp, hetzij door middel van geldelijke voorschotten, van koopwaren of van arbeidstuigen — alles terugbetaalbaar met maandelijksche aflossingen *zonder* interest — hetzij door middel van rechtstreekschen onderstand in uitzonderlijke gevallen. Ook verschaft zij, bij overlijden, aan de kinderen van hen die door haar kunnen geholpen worden, de middelen om hunne opleiding te voltooien of om een beroep aan te leeren; ten slotte verschaft zij aan vreemdelingen de middelen om in hun land terug te keeren.

Gedurende het lange tijdsverloop van haar vóóroorlogsch bestaan (60 jaar), heeft de Vereeniging blijk gegeven van hare bedrijvigheid door de uitdeeling van een millioen frank in leeningen en onderstand.

Men begrijpt dat de middenstand, nadat België in den wereldoorlog werd medegesleept, op bijzondere wijze is beproefd geweest. De nood van dezen stand greide naar mate van den duur der vijandelijke bezetting. De magazijnen, de handelshuizen in 't groot en in 't klein, sloten hunne deuren bij gebrek aan te verkoopen waren; ook de handelskantoren zonden hun personeel door, daar de verkeersmiddelen ontbraken of bezwaarlijk waren te benuttigen: geen verkeer meer voor hen die daarin de gelegenheid tot handelsovereenkomsten vonden; de renteniers, de houders van handelswaarden of industriele waarden, zelfs van Staatsfondsen, de eigenaars van niet zelden belaste onroerende goederen, de rechthebbenden van hypothecaire schuldvorderingen konden hunne huur noch hunne inkomsten doen innen. De vloed der ellende overweldigde weldra dezen stand die zoo zelden geld in voorraad heeft, zoo gemakkelijk in gevaar wordt gebracht en uit hoofde van zijn schijnwelstand, welke door de inschrijving op de belastingsrollen wordt ondersteld, van den officieelen onderstand verstoken blijft.

Gedurende dit tijdstip van beproeving werd in ruime mate gebruik gemaakt van het werk: van Augustus 1914 tot November 1918 heeft de instelling kennis genomen van 57,538 gevallen en deze onderzocht en heeft zij rondgedeeld in geld fr. 2,039,441.42, en in kleederen, linnen en schoeisel voor eene waarde van fr. 571,530.80, zoodat de tusschenkomst van het werk de som van fr. 2,612,972.12 bedroeg.

Van November 1918 tot October 1919 bedroegen de uitgaven in leeningen en onderstand fr. 592,535.25; in kleederen en voedingsmiddelen, 322,110 frank, hetzij te zamen fr. 913,645.25.

Behalve den onderstand, de leeningen, de giften in kleederen, enz., bracht het Werk een dienst van overvoeding tot stand ten behoeve van de zwakke personen, de geopereerden, de zieken en de herstellenden en kon aldus redding brengen aan tal van ongelukkigen wier leven bedreigd was.

Nu het land bevrijd is, is echter de taak van het Werk niet geëindigd. Hoevelen dezer middenstanders, dezer ambachtslieden, die, tijdens de vier jaren marteling, hunne levensmiddelen hebben uitgeput, zullen het bedrijf van hunnen handel, van hun beroep kunnen hernemen. hun lijden vergeten en hun levensloop weer hernemen, daar waar zij zijn blijven stilstaan?

Velen onder hen zijn oude menschen geworden, zonder kracht, zonder moed. Zal men ze ten laste laten van de openbare weldadigheid? Deze, zooals wij hebben gezegd, is niet voor hen gemaakt. Zal men hun den smaad aandoen ze te beschouwen als behoeftigen, aan wien men eene aalmoes geeft, zij die eene verzorgde opvoeding, soms een uitgebreid onderricht hebben genoten, misschien in de zakenwereld een achtbaren stand hebben bekleed, gewerkt hebben en bezweken zijn in den strijd zonder dat de oorzaak van hunnen ondergang hun kan aangerekend worden?

De onderstand, waaraan zij, tijdens den oorlog, hun leven te danken hadden, moet worden voortgezet om reden van hun tegenwoordigen nood. De werkring van de Vereeniging blijkt aldus zeer uitgestrekt te zijn én met het oog op de hoegrootheid van den te verleenen onderstand én ten opzichte van den duur der tusschenkomst.

De Hooge Raad van Weldadigheid, aan welken de Minister van Justitie de studie van talrijke hervormingen, voorgesteld door de Bergen van Barmhartigheid des Rijks, heeft opgedragen, werd onlangs ertoe gebracht, met het oog op de regeling der kosteloze geldleeningen, een onderzoek in te stellen naar de rol door de « Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen » vervuld. Na in herinnering te hebben gebracht, dat deze instelling sedert hare oprichting meer dan 400.000 frank heeft geleend als voorschotten, waarvan de terugbetaling door maandelijksche stortingen zonder interest wordt gedaan, heeft de Hooge Raad den wensch uitgedrukt dat het voordeel der rechtspersoonlijkheid aan de Vereeniging zou worden toegekend.

Het voorstel, dat wij de eer hebben aan de Kamer voor te leggen, heeft ten doel, aan dien wensch gevolg te geven. De tekst daarvan is dezelfde als die van verscheidene wetten, waarbij, in de jongste jaren, de gunst der rechtspersoonlijkheid aan andere instellingen van algemeen nut werd verleend. Om gevolg te geven aan bezwaren, welke in den Senaat, ter vergadering van 4 Mei 1920, werden uitgebracht bij het onderzoek van het voorstel betreffende de « Société Royale de Philanthropie », hebben wij bedoelden tekst aangevuld met een artikel 8, waarbij wordt bepaald dat, bij het in werking treden van eene algemeene wet op de rechtspersoonlijkheid der instellingen van algemeen nut, de « Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen » verplicht zal zijn, hare statuten in overeenstemming te brengen met de voorschriften dier algemeene wet. Het kwam ons voor, dat dergelijke voorbehouding niet onontbeerlijk was, daar een nieuwe wet steeds een vroegere wet wijzigen kan. Wij durven hopen dat, nu de tekst van het voorstel geschikt is om al de juridische bezwaren, welke mochten oprijzen, uit den weg te ruimen, het Parlement, rekening houdend

met de door de « Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen » reeds bewezen diensten, alsmede met de belangrijke rol welke haar in de toekomst ligt voorbehouden, het eens zal zijn om aan deze instelling een rechtsstatuut te verleenen, waardoor het haar inzonderheid toegelaten wordt kapitalen te bezitten en deze te beheeren onder eene contrôle die het behoud en de vertegenwoordiging ervan verzekeren zal

H. CARTON DE WIART.

Proposition de loi accordant la personification civile à l'Association pour secourir les Pauvres Honteux.

ARTICLE PREMIER.

L'Association pour secourir les Pauvres Honteux, établie à Bruxelles, jouira de la personification civile dans les limites, et sous les conditions de la présente loi, à dater du jour où l'arrêté royal, approuvant ses statuts, sera devenu obligatoire.

ART. 2.

L'Association est administrée par un Conseil nommé conformément aux statuts.

Les statuts de l'Association, ainsi que les noms, prénoms, professions et domiciles des membres de son Conseil d'administration sont publiés aux annexes du *Moniteur belge*.

Toute modification aux statuts doit, après approbation par arrêté royal, être publiée conformément aux dispositions qui précèdent.

Tout changement dans la composition du Conseil d'administration est soumis à la même publicité.

La liste des membres du Conseil d'administration est, en outre, publiée annuellement dans la première quinzaine de janvier.

ART. 3.

Le Conseil d'administration représente l'Association dans tous les actes

Wetsvoorstel tot verleenig van rechts-persoonlijkheid aan de « Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen ».

EERSTE ARTIKEL.

Te rekenen van den dag waarop het koninklijk besluit tot goedkeuring harer statuten verbindend is geworden, bezit de « Vereeniging tot onderstand van de Schamele Armen » rechtspersoonlijkheid binnen de grenzen en onder de voorwaarden gesteld door deze wet.

ART. 2.

De Vereeniging wordt beheerd door eenen Raad benoemd overeenkomstig de statuten.

De statuten der Vereeniging, alsmede de naam en de voornamen, het beroep en de woonplaats der leden van haren Beheerraad, worden bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

Elke wijziging in de statuten moet, na goedkeuring bij koninklijk besluit, worden bekendgemaakt zooals in het vorige lid is bepaald.

Elke verandering in de samenstelling van den Beheerraad dient op gelijke wijze bekendgemaakt te worden.

Bovendien wordt, elk jaar, de lijst der leden van den Beheerraad bekendgemaakt in de eerste helft van Januari.

ART. 3.

De Beheerraad vertegenwoordigt de Vereeniging in alle rechtshandelingen.

juridiques. Il peut ester en justice au nom de celle-ci, soit en demandant, soit en défendant.

ART. 4.

L'Association ne pourra posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux nécessaires à l'accomplissement de sa mission sociale, tels que les locaux destinés à ses réunions et à ses bureaux, hospices, crèches, maisons de traitement, colonies, etc.

ART. 5.

Les donations entre vifs ou par testament, au profit de l'Association, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil.

L'arrêté qui autorisera au profit de l'Association l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble sera compris, fixera, s'il y a lieu, le délai endéans lequel l'immeuble devra être aliéné.

L'Association ne pourra acquérir d'immeubles à titre onéreux que moyennant autorisation royale.

ART. 6.

Le Conseil d'administration soumettra, chaque année, dans le courant du mois de mars, au Ministre de la Justice, le compte des recettes et dépenses de l'exercice écoulé.

ART. 7.

La dissolution de l'Association peut être prononcée par les tribunaux, à la

Hij kan namens de Vereeniging in rechten optreden hetzij als eischer, hetzij als verweerder.

ART. 4.

De Vereeniging mag, ten titel van eigendom of hoe ook, geene andere onroerende goederen bezitten dan die noodig tot het bereiken van haar sociaal doel, zooals de lokalen voor hare vergaderingen en bureelen, godshuizen, kinderbewaarplaatsen, verplegingshuizen, koloniën, enz.

ART. 5.

De schenkingen onder de levenden of bij uitersten wil, ten bate van de Vereeniging, hebben slechts uitwerking voor zooveel ze zijn toegelaten overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

Het besluit, waarbij aan de Vereeniging machtiging wordt verleend tot het aanvaarden van eene gift bevattende een onroerend goed, bepaalt, zoo er grond voor is, binnen welken termijn het onroerend goed moet worden vervreemd.

De Vereeniging kan alleen dan onroerende goederen ten bezwarenden titel verkrijgen wanneer zij daartoe door den Koning is gemachtigd.

ART. 6.

Elk jaar, in den loop der maand Maart, wordt door den Beheerraad de rekening der ontvangsten en uitgaven van het vorig jaar ingediend bij den Minister van Justitie.

ART. 7.

De ontbinding der Vereeniging kan, op eisch van het openbaar ministerie of

demande du Ministère public ou de tout autre intéressé, si elle poursuit un but pour lequel elle n'a pas été constituée.

L'Association est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation. Après paiement des dettes, le Conseil d'administration règle l'attribution de l'actif, en se conformant, le cas échéant, aux dispositions des statuts.

ART. 8.

L'Association aura à modifier éventuellement ses statuts le jour où une loi générale réglant l'octroi de la personification civile aura établi des règles définitives sur la matière.

van elken anderen belanghebbende, worden uitgesproken, indien zij een doel najaagt, voor hetwelk zij niet werd opgericht.

De Vereeniging wordt, na hare ontbinding, geacht voort te bestaan voor hare afrekening. Na de betaling der schulden regelt de Beheerraad de verdeling van het actief; daartoe gedraagt hij zich, bij voorkomend geval, naar de bepalingen der statuten.

ART. 8.

De Vereeniging zal, zoo noodig, hare statuten moeten wijzigen, wanneer eene algemeene wet, waarbij het verleen van de rechtspersoonlijkheid wordt geregeld, vaste regelen hieromtrent zal hebben ingevoerd.

H. CARTON DE WIART.

ADOLPHE MAX.

AD. DE LIMBURG-STIRUM.

CAM. HUYSMANS.

XAVIER DE BUE.

MAURICE CRICK.

